

Limogeage du directeur de l'agence régionale de la santé Grand-Est



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 09 avril 2020

Source [Boulevard Voltaire] Il faut savoir reconnaître ses erreurs. [Hier, nous écrivions](#) que Christophe Lannelongue, directeur de l'agence régionale de santé Grand Est, n'avait pas été limogé après ses propos qui ont soulevé un véritable tollé, la semaine dernière. Eh bien, c'est chose faite, le haut fonctionnaire a été débarqué au Conseil des ministres de ce mercredi. Ah, quand même !, a-t-on envie de dire. Cela ne règle pas les problèmes de fond, cela ne soulage pas ceux qui souffrent, mais cela met un peu de décence là où il y en a si peu actuellement.

Cet inspecteur général des affaires sociales a immédiatement été interviewé par *Libération*. Déjà, il nous dit qu'il « *n'est pas en colère* ». Entre nous, on s'en moque un peu. Il ne manquerait plus que ça, d'ailleurs !

Mais cette démission m'en rappelle une, celle-ci volontaire et d'une dignité incomparablement plus grande. Celle du général Bruno Cuche, chef d'état-major de l'armée de terre (CEMAT), en 2008. Souvenez-vous. Portes ouvertes au 3e régiment de parachutistes d'infanterie de marine. Seize spectateurs, dont des enfants, sont blessés accidentellement au cours d'une démonstration qui simulait une prise d'otages. Des balles réelles au lieu de balles à blanc avaient été employées par accident. Réaction cinglante du Président Sarkozy, reprochant « *l'amateurisme* » des forces armées. Le général Cuche présente immédiatement sa démission. Pourtant, entre le sergent responsable direct de l'accident et le CEMAT, il y avait quelques échelons hiérarchiques... Je ne me souviens pas que le général Cuche fût allé pleurnicher dans un quelconque grand quotidien au lendemain de sa démission.

Mais ce qui est intéressant, dans cette interview de M. Lannelongue, c'est que ce haut fonctionnaire ne semble pas spécialement regretter ses propos de la semaine dernière. « *Il est vrai que vous n'avez pas été très adroit dans vos propos* », lui fait remarquer le journaliste de *Libé*. « *Pas du tout... Je me suis contenté de répondre en termes de droit* », répond-il. « *J'ai déclaré : "Il n'y a pas de raison de remettre en cause le COPERMO pour le CHRU de Nancy. Le dossier devrait être examiné début juin. La trajectoire reste la même."* Voilà, c'est tout. » Voilà, c'est tout et cela dit tout.

Et puis, au final, plutôt satisfait de son action : « *On peut dire que la situation dans le Grand Est est sous contrôle, la croissance des hospitalisations s'est ralentie, l'ensemble des personnels soignants est protégé et on a pris à bras-le-corps la situation dans les EHPAD.* » Sans évoquer le lourd bilan. Au prix de quels efforts humains et sans doute surhumains, de quelles acrobaties logistiques ?

M. Lannelongue parle de « *licenciement politique* ». Mais tout est politique, mon bon monsieur ! Et la Macronie qui voulait évacuer la politique de l'Histoire le comprend peut-être enfin. Des gouverneurs pour le roi, des intendants généraux, des préfets, des généraux, il y en a eu des dizaines, peut-être des centaines, qui ont ainsi été limogés, tout au long de notre histoire. Du jour au lendemain. Pour l'exemple. Parfois, ils laissaient leur tête sur le billot. Ou savaient partir comme des princes, en silence.

Souvenons-nous de la lettre que Louvois (1641-1691) adressa au directeur général des vivres de Grenoble qui peinait à rassembler les vivres nécessaires afin de préparer la campagne de Louis XIV dans le nord de l'Italie au printemps 1691. « *Il me faut, au 1er avril, 30.000 sacs de farine dans les magasins de Pignerol et votre tête en répond...* »

